

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/REG56/2

21 avril 1998

(98-1585)

Comité des accords commerciaux régionaux

Original: anglais

ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE ET ISRAËL

Le texte de l'Accord entre la République tchèque et l'État d'Israël est reproduit dans le présent document.¹

Accord entre la République tchèque et l'État d'Israël

Préambule

La République tchèque et l'État d'Israël (ci-après dénommés "les Parties"),

Réaffirmant leur attachement aux principes de l'économie de marché, qui constitue la base de leurs relations économiques, et leur respect des droits et obligations découlant des Accords de l'Organisation mondiale du commerce/de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (ci-après dénommés "l'OMC/le GATT de 1994"),

Considérant leur désir commun de prendre une part active au processus d'intégration économique internationale;

Résolus à cette fin à éliminer progressivement les obstacles pour l'essentiel de leurs échanges commerciaux, conformément aux dispositions de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994;

Convaincus que le présent accord créera un nouveau climat pour leurs relations économiques, notamment pour le développement du commerce, des investissements et de la coopération économique et technologique;

Sont convenus de ce qui suit:

¹ Les annexes et protocoles qui accompagnent l'Accord ont été communiqués au Secrétariat, où les Membres intéressés peuvent les consulter (bureau 3006).

Article premier

Objectifs

1. Conformément aux dispositions du présent accord et à celles de l'OMC/du GATT de 1994, eu égard en particulier à l'article XXIV du GATT de 1994, les Parties établissent progressivement une zone de libre-échange pour l'essentiel de tous leurs échanges commerciaux bilatéraux, au cours d'une période de transition se terminant le 1^{er} janvier 1999.

2. Les objectifs du présent accord sont les suivants:

- a) promouvoir, par l'expansion des échanges commerciaux mutuels, le développement harmonieux des relations économiques entre les Parties et favoriser ainsi chez elles l'essor de l'activité économique;
- b) assurer des conditions équitables de concurrence pour les échanges entre les Parties;
- c) contribuer, par l'élimination des obstacles aux échanges, au développement harmonieux et à l'expansion du commerce mondial;
- d) promouvoir la coopération dans des domaines d'intérêt mutuel pour les Parties.

CHAPITRE I

Produits industriels

Article 2

Champ d'application

Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux produits industriels originaires des Parties. Aux fins du présent accord, l'expression "produits industriels" s'entend des produits qui relèvent des chapitres 25 à 97 du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises, à l'exception des produits énumérés à l'annexe I du présent accord (ci-après dénommée "annexe I").

Article 3

Droits de douane à l'importation

1. Aucun nouveau droit de douane à l'importation n'est introduit dans les échanges entre les Parties.

2. Les droits de douane et taxes d'effet équivalent sur les importations sont supprimés conformément aux dispositions du Protocole n° 1 du présent accord (ci-après dénommé "Protocole n° 1").

Article 4

Droits de base

1. Pour chaque produit, le droit de base sur lequel les réductions successives prévues dans le présent accord doivent être opérées est le taux de droit applicable à la nation la plus favorisée le 1^{er} janvier 1995.
2. Si, après l'entrée en vigueur du présent accord, des réductions de droits sont appliquées *erga omnes*, les droits ainsi réduits se substituent aux droits de base visés au paragraphe 1 à compter de la date d'application de ces réductions.
3. Les droits réduits calculés conformément au Protocole n° 1 sont appliqués en arrondissant à la première décimale ou, dans le cas de droits spécifiques, à la deuxième décimale.
4. Les Parties se communiquent mutuellement les taux de base respectifs de leurs droits nationaux, conformément aux dispositions du paragraphe 2.

Article 5

Taxes d'effet équivalent à des droits

1. Aucune nouvelle taxe ayant un effet équivalent à un droit de douane à l'importation n'est introduite dans les échanges entre les Parties.
2. Toutes les taxes ayant un effet équivalent aux droits de douane à l'importation sont supprimées à la date d'entrée en vigueur du présent accord.

Article 6

Droits de douane à caractère fiscal

1. Les dispositions de l'article 3 sont également applicables aux droits de douane à caractère fiscal.
2. Les Parties peuvent remplacer un droit de douane à l'importation à caractère fiscal ou l'élément fiscal d'un droit de douane par une taxe intérieure, conformément aux dispositions de l'article 14.

Article 7

Droits de douane à l'exportation et taxes d'effet équivalent

1. Aucun nouveau droit de douane à l'exportation ni nouvelle taxe d'effet équivalent n'est introduit dans les échanges entre les Parties.
2. Les Parties suppriment, à la date d'entrée en vigueur du présent accord, tous les droits de douane à l'exportation et toutes les taxes d'effet équivalent applicables entre elles.

Article 8

Restrictions quantitatives à l'importation et mesures d'effet équivalent

1. Aucune nouvelle restriction quantitative à l'importation ni nouvelle mesure d'effet équivalent n'est introduite dans les échanges entre les Parties.
2. Toutes les restrictions quantitatives et les mesures d'effet équivalent sur les importations de produits originaires des Parties sont supprimées à la date d'entrée en vigueur du présent accord, sous réserve des dispositions des annexes IIa et IIb du présent accord.

Article 9

Restrictions quantitatives à l'exportation et mesures d'effet équivalent

1. Aucune nouvelle restriction quantitative à l'exportation ni nouvelle mesure d'effet équivalent n'est introduite dans les échanges entre les Parties.
2. Toutes les restrictions quantitatives visant les exportations en provenance des Parties et les mesures d'effet équivalent sont supprimées à la date d'entrée en vigueur du présent accord.

CHAPITRE II

Produits agricoles

Article 10

Champ d'application

Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux produits agricoles originaires des Parties. Aux fins du présent accord, l'expression "produits agricoles" s'entend des produits qui relèvent des chapitres 1 à 24 du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises, et à tous les produits énumérés à l'annexe I.

Article 11

Échanges de produits agricoles

1. Les Parties s'accordent mutuellement les concessions spécifiées dans les annexes du Protocole n° 2 du présent accord comme le prévoit ledit protocole et conformément aux dispositions du présent chapitre.
2. Les Parties appliquent leurs mesures sanitaires et phytosanitaires conformément aux dispositions du GATT de 1994 et des autres Accords pertinents de l'OMC. En matière vétérinaire, sanitaire et phytosanitaire, les Parties n'appliquent pas leur réglementation de manière arbitraire, injustifiable ou discriminatoire ni comme une restriction déguisée au commerce entre elles.
3. Sans préjudice des concessions accordées aux termes du présent article, les dispositions du paragraphe 1 n'empêchent aucunement les Parties de poursuivre leurs politiques agricoles respectives ni de prendre des mesures découlant de ces politiques. Les Parties se communiquent mutuellement dès que possible les modifications apportées à leurs politiques agricoles respectives qui peuvent

affecter les conditions de leurs échanges de produits agricoles. En pareil cas, des consultations sont menées, dans les moindres délais, à la demande d'une des deux Parties, afin d'examiner la situation.

4. Les Parties examinent périodiquement, dans le cadre du Comité mixte, la possibilité de s'accorder mutuellement d'autres concessions touchant aux échanges de produits agricoles.

CHAPITRE III

Dispositions générales

Article 12

Règles d'origine

Le Protocole n° 3 du présent accord (ci-après dénommé "Protocole n° 3") définit les règles d'origine et les prescriptions relatives à la justification de l'origine.

Article 13

Coopération douanière

1. Les autorités douanières des Parties coopèrent et coordonnent leurs activités pour assurer l'application effective et harmonieuse des dispositions du Protocole n° 3 et des articles pertinents du présent accord, conformément à la législation de chaque Partie, réduire autant que possible les formalités auxquelles sont soumis les échanges et trouver des solutions mutuellement satisfaisantes à toutes les difficultés que soulève l'application de ces dispositions.

2. La coopération entre les autorités douanières des Parties est axée, en particulier, sur la simplification et l'informatisation des formalités douanières, la confirmation de l'origine des marchandises et la prévention de la contrebande, la fraude fiscale relative aux mouvements des marchandises entre les Parties et le trafic illicite de stupéfiants.

Article 14

Impositions intérieures

1. Les Parties s'abstiennent d'appliquer toute mesure ou pratique de nature fiscale interne établissant, directement ou indirectement, une discrimination entre les produits originaires des Parties.

2. Les produits exportés vers le territoire de l'une des Parties ne peuvent bénéficier d'une ristourne d'impositions intérieures supérieure au montant des impositions indirectes dont ils ont été frappés.

Article 15

Exceptions générales

Le présent accord n'empêche pas l'application de prohibitions ou de restrictions à l'importation, à l'exportation ou au transit de marchandises qui se justifient par des raisons liées à la moralité, à l'ordre ou à la sécurité publics; à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux, y compris les mesures environnementales nécessaires à la protection de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux; à la protection

des trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique; à la protection de la propriété intellectuelle, à la mise en œuvre des réglementations concernant l'or et l'argent ou à la conservation des ressources naturelles épuisables. Toutefois, ces prohibitions ou restrictions ne doivent pas constituer un moyen de discrimination arbitraire ni une restriction déguisée au commerce entre les Parties.

Article 16

Exceptions concernant la sécurité

Aucune disposition du présent accord n'empêche une Partie de prendre les mesures appropriées qu'elle estime nécessaires:

- a) en vue d'empêcher la divulgation de renseignements contraires aux intérêts essentiels de sa sécurité;
- b) en vue de protéger les intérêts essentiels de sa sécurité, de s'acquitter d'obligations internationales ou de mettre en œuvre des politiques nationales:
 - i) se rapportant au trafic d'armes, de munitions et de matériel de guerre, à condition que ces mesures n'altèrent pas les conditions de concurrence en ce qui concerne les produits non destinés à des fins spécifiquement militaires, et à tout commerce d'autres articles, matériel et services destinés directement ou indirectement à assurer l'approvisionnement des forces armées; ou
 - ii) se rapportant à la non-prolifération des armes biologiques et chimiques, de l'armement atomique ou d'autres engins explosifs nucléaires; ou
 - iii) appliquées en temps de guerre ou en cas de grave tension internationale.

Article 17

Monopoles d'État

1. Les Parties veillent à ce que tout monopole d'État présentant un caractère commercial soit aménagé de manière à exclure toute discrimination entre ressortissants des Parties quant aux conditions d'approvisionnement et de commercialisation des marchandises.

2. Les dispositions du présent article s'appliquent à tout organisme par lequel les autorités compétentes des Parties, *de jure* ou *de facto*, contrôlent, dirigent ou influencent de manière notable, directement ou indirectement, les importations ou les exportations entre les Parties ou les ventes sur le marché intérieur. Ces dispositions s'appliquent également aux monopoles qu'un État a délégués à d'autres organismes.

Article 18

Paiements

1. Les paiements en monnaies librement convertibles afférents aux transactions commerciales dans le cadre du présent accord entre les Parties, ainsi que le transfert de ces paiements vers le territoire d'une Partie sur lequel réside le créancier ne sont soumis à aucune restriction.

2. Les Parties s'abstiennent d'appliquer toute restriction de change ou administrative concernant l'octroi, le remboursement ou l'acceptation des crédits à court et à moyen terme couvrant des transactions commerciales dans le cadre du présent accord auxquelles participe un résident.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, toutes les mesures concernant les paiements courants liées à la circulation des marchandises sont conformes aux conditions énoncées à l'article VIII des Statuts du Fonds monétaire international.

Article 19

Règles de concurrence entre entreprises

1. Sont incompatibles avec le bon fonctionnement du présent accord, dans la mesure où ils sont susceptibles d'affecter des échanges entre les Parties:

- a) tous les accords entre entreprises, les décisions prises par des associations d'entreprises et les pratiques concertées entre entreprises qui ont pour objet ou effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence;
- b) l'exploitation abusive, par une ou plusieurs entreprises, d'une position dominante sur l'ensemble ou dans une partie substantielle des territoires des Parties.

2. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux activités de toutes les entreprises, y compris les entreprises publiques et les entreprises auxquelles les Parties concèdent des privilèges spéciaux ou exclusifs.

Les entreprises chargées d'exploiter des services d'intérêt économique général ou à caractère de monopole générateur de recettes fiscales sont soumises aux dispositions du paragraphe 1 pour autant que l'application de ces dispositions ne fasse pas obstacle, *de jure* ou *de facto*, à l'accomplissement des tâches publiques qui leur incombent.

3. S'agissant des produits visés au chapitre II, les dispositions de l'alinéa 1 a) ne s'appliquent pas aux accords, décisions ou pratiques qui font partie intégrante de l'organisation d'un marché national.

4. Si une Partie estime qu'une pratique donnée est incompatible avec le présent article et si cette pratique cause ou menace de causer un préjudice grave aux intérêts de cette Partie ou un dommage important à sa branche de production nationale, elle peut prendre des mesures appropriées, aux conditions et suivant les procédures énoncées à l'article 29.

5. Sous réserve de ses lois, règlements et pratiques, chaque Partie accorde un traitement juste et équitable aux particuliers, entreprises, organismes gouvernementaux et autres entités de l'autre Partie engagés dans l'exercice d'activités au titre du présent accord.

Article 20

Aides gouvernementales

1. Toute aide accordée par une Partie ou prélevée sur les ressources de l'État sous quelque forme que ce soit, qui fausse ou menace de fausser le jeu de la concurrence en favorisant certaines entreprises ou la production de certaines marchandises, est incompatible avec le bon fonctionnement du présent accord, dans la mesure où elle affecte les échanges entre les Parties.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux produits visés au chapitre II.

3. Les Parties garantissent la transparence dans le domaine des aides gouvernementales, conformément aux dispositions de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et de l'OMC/du GATT de 1994, et toute Partie fournit, à la demande de l'autre Partie, des renseignements sur les programmes d'aide et sur des cas particuliers d'aide gouvernementale.

4. Si une Partie estime qu'une pratique donnée, y compris dans le secteur de l'agriculture:

- est incompatible avec les dispositions du paragraphe 1, et
- cause ou menace de causer un préjudice grave aux intérêts de la Partie ou un dommage important à sa branche de production nationale et à son agriculture,

elle peut prendre des mesures appropriées aux conditions et suivant les procédures énoncées à l'article 29. Ces mesures appropriées ne peuvent être prises qu'en conformité avec les procédures et aux conditions énoncées dans l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et dans les dispositions de l'OMC/du GATT de 1994, et conformément à la législation interne pertinente de la Partie importatrice.

Article 21

Marchés publics

1. Les Parties considèrent la libéralisation de leurs marchés publics respectifs comme un objectif du présent accord.

2. Les Parties élaborent progressivement leurs réglementations respectives en matière de marchés publics dans le but d'accorder aux fournisseurs de l'autre Partie, à la fin de 1998 au plus tard, l'accès aux procédures d'adjudication de leurs marchés publics respectifs, conformément à l'Accord sur les marchés publics conclu dans le cadre de l'OMC et aux engagements contractés par les Parties dans ledit accord.

3. Le Comité mixte examine les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs du présent article et peut formuler des recommandations concernant les modalités d'application des dispositions du paragraphe 2 de manière à garantir le libre accès, la transparence et l'ouverture mutuelle de leurs marchés publics respectifs.

4. Au cours de l'examen mentionné au paragraphe 3, le Comité mixte peut envisager la possibilité d'élargir le champ d'application d'ouverture des marchés prévu au paragraphe 2, notamment à la lumière de faits nouveaux survenus dans ce domaine au plan des relations internationales.

5. Les Parties s'efforcent d'adhérer aux accords pertinents négociés sous les auspices de l'Organisation mondiale du commerce.

Article 22

Normes

1. Les droits et obligations des Parties concernant les normes ou règlements techniques et les mesures connexes sont régis par l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce.

2. Chaque Partie fournit, à la demande de l'autre Partie, des renseignements sur des cas particuliers de mesures se rapportant à des normes.

3. Les Parties ont pour objectif de réduire les obstacles techniques au commerce. À cette fin, les Parties engagent, le cas échéant, des négociations en vue de la conclusion d'accords de reconnaissance mutuelle dans le domaine de l'évaluation de la conformité, dans l'esprit des recommandations de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce.

Article 23

Dumping

Si une Partie constate l'existence d'un dumping au sens de l'article VI du GATT de 1994 dans les relations commerciales régies par le présent accord, elle peut prendre des mesures appropriées contre cette pratique conformément à l'Accord de l'OMC sur l'application de l'article VI du GATT de 1994.

Article 24

Protection de la propriété intellectuelle

1. Les Parties accordent et assurent une protection adéquate, effective et non discriminatoire des droits de propriété intellectuelle, y compris des mesures pour accorder et faire respecter ces droits. Si nécessaire, la protection est portée, avant la fin de 1998, à un niveau correspondant aux normes fondamentales des accords multilatéraux spécifiés à l'annexe III du présent accord.

2. Aux fins du présent accord, l'expression "protection de la propriété intellectuelle" s'entend en particulier de la protection du droit d'auteur et des droits voisins concernant les œuvres originales littéraires, scientifiques et artistiques, y compris les œuvres musicales, les programmes d'ordinateur, les bases de données, les enregistrements sonores et visuels, les marques, les indications géographiques, les dessins et modèles industriels, les brevets, les topographies de circuits intégrés, les renseignements non divulgués concernant le savoir-faire et la protection des obtentions végétales.

3. Les Parties coopèrent en matière de propriété intellectuelle. Elles organisent, à la demande de l'une ou l'autre Partie, des consultations d'experts sur ces questions, notamment sur les activités liées aux conventions internationales actuelles ou à venir concernant l'harmonisation, l'administration et le respect des droits de propriété intellectuelle, sur les activités d'organisations internationales comme l'Organisation mondiale du commerce et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, ainsi que sur les relations des Parties avec d'autres pays en matière de propriété intellectuelle.

Article 25

Mesures de sauvegarde générales

1. Lorsqu'un produit est importé en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'il cause ou menace de causer:

- a) un dommage grave aux producteurs nationaux de produits similaires ou de produits directement concurrents sur le territoire de la Partie importatrice, ou
- b) de graves perturbations dans un secteur de l'économie ou des difficultés de nature à entraîner une sévère détérioration de la situation économique d'une région,

la Partie concernée peut prendre des mesures appropriées aux conditions et suivant les procédures énoncées à l'article 29.

2. Lorsque la Partie importatrice considère que l'importation d'un produit en provenance de l'autre Partie n'est pas une cause substantielle de dommage grave ou de menace de dommage grave, elle exempte le produit provenant de l'autre Partie de l'application de toute mesure de sauvegarde qui peut être imposée à l'encontre des importations dudit produit en provenance d'autres pays.

Article 26

Ajustement structurel

1. Des mesures exceptionnelles d'une durée limitée dérogeant aux dispositions de l'article 3 peuvent être prises par toute Partie sous forme d'un relèvement des droits de douane.

2. Ces mesures ne peuvent viser que des industries naissantes ou certains secteurs en cours de restructuration ou connaissant de graves difficultés, en particulier lorsque ces difficultés causent des problèmes sociaux importants.

3. Les droits de douane appliqués au titre de ces mesures dans la Partie concernée sur les importations de produits originaires de l'autre Partie ne peuvent pas dépasser 25 pour cent *ad valorem* et doivent conserver un élément de préférence pour les produits originaires des Parties. La valeur totale des importations des produits assujettis à ces mesures ne peut pas dépasser 15 pour cent de la valeur totale des importations de produits industriels en provenance de l'autre Partie tels qu'ils sont définis au chapitre I pendant la première année pour laquelle des statistiques sont disponibles.

4. Ces mesures peuvent être appliquées pendant une période ne dépassant pas trois ans. Elles cessent de s'appliquer au plus tard le 1^{er} janvier 2001.

5. Aucune mesure de cette nature ne peut être introduite à l'égard d'un produit si plus de trois ans se sont écoulés depuis l'élimination de tous les droits de douane, restrictions quantitatives, taxes ou mesures d'effet équivalent concernant ce produit.

6. La Partie concernée informe l'autre Partie de toute mesure exceptionnelle qu'elle envisage de prendre et, à la demande de l'autre Partie, des consultations ont lieu au sein du Comité mixte au sujet desdites mesures et des secteurs visés, avant que ces mesures ne soient appliquées. Lorsqu'elle prend des mesures de cet ordre, la Partie concernée communique au Comité mixte un calendrier pour l'élimination des droits de douane introduits en application du présent article. Ce calendrier prévoit l'élimination progressive des droits à des taux annuels constants à partir d'une date se situant au plus tard deux ans après leur introduction. Le Comité mixte peut fixer un calendrier différent.

Article 27

Réexportation et pénurie grave

Lorsque l'application des dispositions des articles 7 et 9 donne lieu:

- a) à la réexportation vers un pays tiers à l'encontre duquel la Partie exportatrice maintient pour le produit en question des restrictions quantitatives à l'exportation, des droits de douane à l'exportation ou des mesures ou des taxes d'effet équivalent, ou
- b) à une pénurie grave d'un produit essentiel pour la Partie exportatrice, ou à la menace d'une telle pénurie,

et lorsque les situations précitées causent ou risquent de causer de graves difficultés à la Partie exportatrice, cette dernière peut prendre des mesures appropriées aux conditions et suivant les procédures énoncées à l'article 29. Les mesures sont non discriminatoires et sont supprimées lorsque la situation ne justifie plus leur maintien.

Article 28

Exécution des obligations

1. Les Parties prennent toutes les mesures générales ou spécifiques nécessaires à l'exécution des obligations qui leur incombent en vertu du présent accord. Elles veillent à ce que les objectifs énoncés dans le présent accord soient atteints.
2. Si une Partie estime que l'autre Partie a manqué à une obligation découlant du présent accord, la Partie concernée peut prendre des mesures appropriées aux conditions et suivant les procédures énoncées à l'article 29.

Article 29

Procédures d'application des mesures de sauvegarde

1. Avant d'entamer les procédures d'application des mesures de sauvegarde énoncées dans les paragraphes suivants du présent article, les Parties s'efforcent de résoudre les différends qui les opposent par des consultations directes.
2. Au cas où une Partie soumet les importations de produits susceptibles de provoquer la situation évoquée à l'article 25 à une procédure administrative ayant pour objet de fournir rapidement des renseignements sur la tendance des flux commerciaux, elle en informe l'autre Partie.
3. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 7 du présent article, une Partie qui envisage de recourir à des mesures de sauvegarde en avise dans les moindres délais l'autre Partie et communique tous renseignements utiles. Des consultations entre les Parties ont lieu sans délai dans le cadre du Comité mixte en vue de trouver une solution acceptable pour les Parties.
4.
 - a) S'agissant des articles 25 et 27, le Comité mixte examine l'affaire ou la situation et peut prendre toute décision utile pour mettre fin aux difficultés notifiées par la Partie concernée. À défaut de décision dans un délai de quarante-cinq jours à compter de celui où le Comité mixte a été saisi de la question, ou si aucune autre solution satisfaisante n'est intervenue dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la date de notification à l'autre Partie, la Partie concernée peut adopter les mesures nécessaires pour remédier à la situation.
 - b) S'agissant de l'article 28, la Partie concernée peut prendre les mesures appropriées une fois les consultations terminées ou après que se soit écoulée une période de trois mois à compter de la date de la notification à l'autre Partie.
 - c) S'agissant des articles 19 et 20, les Parties concernées prêtent au Comité mixte toute l'assistance nécessaire en vue de l'examen de l'affaire et, s'il y a lieu, éliminent la pratique incriminée. À défaut pour la Partie en cause d'avoir mis fin à la pratique incriminée dans le délai fixé par le Comité mixte, ou à défaut d'accord au sein de ce dernier quarante-cinq jours ouvrables après qu'il a été saisi de l'affaire, la Partie concernée peut adopter les mesures appropriées pour remédier aux difficultés résultant de la pratique en question.

5. Les mesures de sauvegarde qui sont prises sont notifiées immédiatement à l'autre Partie. Elles se limitent, dans leur ampleur et leur durée, à ce qui est strictement nécessaire pour remédier à la situation qui en a provoqué l'application et ne vont pas au-delà du dommage causé par la pratique ou les difficultés en question. Priorité est donnée aux mesures qui perturbent le moins le fonctionnement du présent accord. Les mesures que prend une Partie à l'encontre d'un acte ou d'une omission de l'autre Partie ne peuvent affecter que les échanges avec cette Partie.

6. Les mesures de sauvegarde font l'objet de consultations périodiques au sein du Comité mixte en vue de leur assouplissement, dès que possible, ou de leur suppression, lorsque la situation ne justifie plus leur maintien.

7. Lorsque des circonstances exceptionnelles nécessitant une intervention immédiate excluent un examen préalable, la Partie concernée peut, dans les situations visées aux articles 19, 20, 25 et 27, appliquer immédiatement les mesures provisoires strictement nécessaires pour remédier à la situation. Ces mesures sont notifiées sans délai et des consultations entre les Parties ont lieu dès que possible au sein du Comité mixte.

Article 30

Difficultés de balance des paiements

1. Les Parties s'efforcent de ne pas imposer de mesures restrictives à des fins de balance des paiements, y compris des mesures liées aux importations.

2. Lorsqu'une des Parties éprouve de graves difficultés de balance des paiements ou se trouve face à une menace imminente à cet égard, la Partie concernée peut, dans les conditions établies par l'OMC/le GATT de 1994, adopter des mesures restrictives, y compris des mesures liées aux importations, qui doivent avoir une durée limitée et ne peuvent aller au-delà de ce qui est nécessaire pour remédier à la situation de la balance des paiements. Les mesures sont progressivement assouplies au fur et à mesure que la situation de la balance des paiements s'améliore et elles sont éliminées lorsque la situation ne justifie plus leur maintien. La Partie concernée informe sans délai l'autre Partie de l'introduction de mesures de cette nature et communique, chaque fois que possible, un calendrier pour leur suppression.

3. En appliquant des mesures commerciales temporaires, la Partie en question accordera aux importations originaires de l'autre Partie un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde aux importations originaires de tout autre pays, et ne compromettra pas les avantages relatifs accordés à l'autre Partie au titre du présent accord.

4. Une intensification importante des mesures commerciales peut être une cause de consultation entre les Parties.

Article 31

Clause évolutive

1. Lorsqu'une Partie estime qu'il serait utile, dans l'intérêt des économies des Parties, de développer et d'approfondir les relations établies par le présent accord en les étendant à des domaines non couverts par celui-ci, elle soumet à l'autre Partie une demande motivée. Le Comité mixte examine cette demande et peut adresser des recommandations, s'il y a lieu, notamment en vue d'engager des négociations.

2. Les accords résultant de la procédure définie au paragraphe 1 sont soumis à la ratification ou à l'approbation des Parties, conformément à leurs législations et procédures nationales.

CHAPITRE IV

Dispositions institutionnelles et finales

Article 32

Comité mixte

1. Il est institué un Comité mixte composé de représentants des gouvernements des Parties.
2. Le Comité mixte est responsable de l'administration du présent accord et en assure la bonne mise en œuvre. Il examine toute question importante surgissant dans le cadre du présent accord, ainsi que toute autre question commerciale ou économique d'intérêt mutuel. Le Comité mixte étudie en permanence la possibilité de poursuivre l'élimination des obstacles aux échanges entre les Parties.
3. Aux fins de la bonne mise en œuvre du présent accord, les Parties procèdent à des échanges d'informations et, à la demande de l'une ou l'autre d'entre elles, tiennent des consultations au sein du Comité mixte.
4. Le Comité mixte peut prendre des décisions dans les cas prévus dans le présent accord. Ces décisions seront appliquées par les Parties conformément à leur législation interne. Le Comité mixte peut aussi formuler des recommandations sur toute autre question commerciale et économique d'intérêt mutuel pour les Parties.

Article 33

Procédures du Comité mixte

1. Aux fins de la bonne mise en œuvre du présent accord, le Comité mixte se réunit chaque fois qu'il est nécessaire, mais au moins une fois l'an. Chacune des Parties peut demander sa convocation.
2. Le Comité mixte agit d'un commun accord.
3. Si le représentant de l'une des Parties au sein du Comité mixte accepte une décision sous réserve de l'accomplissement des prescriptions légales internes, la décision entre en vigueur, si elle ne fait pas elle-même mention d'une date ultérieure, le jour de la réception d'une notification écrite concernant l'accomplissement de ces prescriptions.
4. Aux fins du présent accord, le Comité mixte établit son règlement intérieur qui contient, entre autres, des dispositions relatives à la convocation de ses réunions, à la désignation de son président et au mandat de ce dernier.
5. Le Comité mixte peut décider de constituer tout sous-comité ou groupe de travail propre à l'assister dans l'accomplissement de ses tâches.

Article 34

Règlement des différends

1. Chaque Partie peut saisir le Comité mixte de tout différend portant sur l'application ou l'interprétation du présent accord.
2. Le Comité mixte peut régler le différend par voie de décision.
3. Chaque Partie est tenue de prendre les mesures que suppose l'exécution de la décision mentionnée au paragraphe 2.
4. Si un différend dont a été saisi le Comité mixte n'a pas été réglé conformément au paragraphe 2 du présent article, chaque Partie peut notifier à l'autre la désignation d'un arbitre; l'autre Partie doit alors désigner un second arbitre dans les deux mois.
5. Le Comité mixte choisit alors, dans un délai de soixante jours, parmi les experts proposés par les deux arbitres, un troisième arbitre qui n'est pas un ressortissant de l'une ou l'autre Partie (ou de la République slovaque) et qui assumera les fonctions de président.
6. Les décisions des arbitres sont prises à la majorité dans les quatre-vingt-dix jours ou dans un délai plus long convenu par le Comité mixte.
7. Chaque Partie doit prendre les mesures nécessaires pour appliquer la décision des arbitres.

Article 35

Relations commerciales régies par le présent accord et d'autres accords

Le présent accord n'empêche pas le maintien ou l'établissement d'unions douanières, de zones de libre-échange ou d'arrangements relatifs au commerce frontalier qui sont conformes aux dispositions de l'article XXIV du GATT de 1994 et du Mémorandum d'accord sur l'interprétation de cet article.

Article 36

Annexes et protocoles

1. Les annexes et protocoles du présent accord en font partie intégrante.
2. Le Comité mixte peut décider de modifier les annexes et protocoles. Dans ce cas, les modifications entrent en vigueur à la date de la réception de la dernière note diplomatique confirmant qu'elles ont été approuvées par le gouvernement de la Partie concernée.

Article 37

Application territoriale

Le présent accord s'applique sur le territoire douanier et dans les zones franches de la République tchèque et de l'État d'Israël.

Article 38

Modifications

Les modifications du présent accord autres que celles visées au paragraphe 2 de l'article 36 entrent en vigueur à la date de réception de la dernière note diplomatique confirmant que toutes les procédures juridiques internes requises par chacune des Parties pour l'entrée en vigueur des modifications ont été accomplies.

Article 39

Entrée en vigueur

1. Le présent accord est soumis à la ratification des Parties et entre en vigueur le premier jour du mois suivant la date de l'échange des instruments de ratification.
2. L'échange des instruments de ratification a lieu à Jérusalem.

Article 40

Validité et dénonciation

1. Le présent accord est conclu pour une durée illimitée.
2. Chacune des Parties peut dénoncer le présent accord par notification écrite adressée à l'autre Partie. La dénonciation prend effet le premier jour du septième mois suivant la date à laquelle l'autre Partie a reçu la notification.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord.

Fait à Prague, le 20 mai 1996, qui correspond au 2 Nissan 5 776, en deux exemplaires, en tchèque, hébreu et anglais, les trois versions faisant également foi. En cas de divergences d'interprétation, le texte anglais prévaut.

Pour le gouvernement de
la République tchèque

Pour le gouvernement
de l'État d'Israël

Points convenus

1. Les Parties se déclarent disposées à examiner au sein du Comité mixte la possibilité de s'accorder mutuellement d'autres concessions, entre autres, en tenant compte des concessions qu'elles ont accordées à d'autres pays avec lesquels les deux Parties ont conclu des accords de libre-échange.
 2. S'agissant du paragraphe 2 de l'article 4 de l'Accord, les Parties conviennent que, dans le cas d'une réduction de droits résultant d'une suspension de droits pendant une période donnée, les droits ainsi réduits se substituent aux droits de base uniquement pendant cette période et que, dans tous les cas de suspension partielle des droits, la marge préférentielle entre les Parties sera conservée.
 3. S'agissant des articles 8 et 9 de l'Accord, les Parties confirment que, outre les exceptions énumérées dans les annexes IIa et IIb, elles appliquent les mesures résultant de leurs obligations multilatérales internationales conformément aux articles 15 et 16 de l'Accord.
 4. S'agissant de l'article 13, les Parties conviennent que leurs autorités douanières respectives signent un accord détaillé sur la coopération douanière et l'assistance mutuelle, au sens de l'article 13, dans l'esprit des recommandations de l'Organisation mondiale du commerce.
 5. S'agissant du paragraphe 21, dans la période précédant l'ouverture mutuelle des marchés publics des deux Parties, la République tchèque déclare et confirme qu'elle accorde aux entités israéliennes et aux produits originaires de l'État d'Israël, conformément à sa législation interne en vigueur, un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde à tout autre pays en matière de marchés publics à compter de la date de la signature de l'Accord.

Pour cette période, l'État d'Israël déclare et confirme qu'il accorde aux entités tchèques et aux produits originaires de la République tchèque, conformément à sa législation interne en vigueur, un traitement non moins favorable que celui qu'il accorde à tout autre pays, qui n'est pas lié par les dispositions de l'Accord sur les marchés publics conclu dans le cadre de l'OMC, en matière de marchés publics à compter de la date de la signature de l'Accord.
 6. Aux fins de l'application de l'article 13 du Protocole n° 3, les Parties conviennent que l'ouvraison et la transformation effectuées à l'extérieur du territoire des Parties le sont par voie de perfectionnement passif ou par un système similaire.
-